

La liberté, la politique et l'Opus Dei

12/12/2012

Voici un extrait de l'ouvrage "*Le fondateur de l'Opus Dei*" (III) d'A. Vazquez de Prada qui reflète l'attitude de saint Josémaria quant à la politique et face aux calomnies et aux informations mensongères sur l'Opus Dei. (cf. *Le fondateur de l'Opus Dei*, volume III *Les chemins divins de la terre*. Editions Le Laurier Wilson & Lafleur, chapitre 22)

Pendant les années 1960-1970, l'Opus Dei fut aux prises avec des difficultés qui ne provenaient pas seulement de l'opposition d'une personne ou d'un groupe déterminés, mais de résistances en tous genres, comme cela arrive souvent à des institutions d'une certaine importance historique. Son message fut, il est vrai, bien accueilli dans le monde et ses œuvres d'apostolat connurent une rapide expansion dans de nombreux pays, mais les obstacles ne manquèrent pas. Nous en avons laissé deviner quelques-uns en évoquant le Concile. D'autres surgirent sous l'effet de fortes pressions politiques. Le fondateur dut rester attentif aux nouvelles intrigues, faites de rumeurs et de mensonges, qui prenaient l'Œuvre pour cible. Ces campagnes diffamatoires, nées en Espagne, trouvèrent bientôt un écho en d'autres pays. Le fondateur y était habitué et, si elles lui faisaient perdre

du temps, elles ne lui ôtaient ni sa paix intérieure ni sa joie. Il y voyait la main de Dieu, qui se sert des événements pour façonner l'être spirituel. Aussi était-ce avec sérénité qu'au milieu des attaques il écrivait à ses enfants :

Nous n'avons jamais manqué de voir l'intervention de la Providence Divine lorsque se succèdent périodiquement, avec une fréquence qui laisse deviner la main peu nette de tel ou tel « saint homme » et de ses coryphées, ces vagues de boue...

Je bénis Dieu : parce que lorsque le Nil débordait, peu de temps après, il reprenait son cours — tout finit par reprendre victorieusement son cours — et les champs inondés séchaient et devenaient féconds¹.

Il ne luttait pas à bras raccourci contre ceux qui l'insultaient, mais avec amour, pour semer la paix et la joie.

La passion, l'esprit de parti ou la mauvaise foi accompagnaient parfois ces heurts ou ces campagnes de dénigrement. Ce sont là misères humaines que tout chrétien doit supporter avec charité. Le conseil du fondateur était de *comprendre qu'ils puissent ne pas nous comprendre*². Une position libérale et généreuse, prompte à excuser les méprises et à faire siens les sentiments du Christ, aussi bien à l'égard de nos frères que des ennemis de l'Église, toujours prompts à enfermer à nouveau les chrétiens dans les catacombes.

*N'exagérons pas non plus : il est logique que les ennemis de Dieu et de son Église ne nous aiment pas. Et il est logique également qu'en dépit de tout, nous les aimions : caritas mea cum omnibus vobis in Christo Iesu !*³

En parole ou par écrit, monseigneur Escrivá ne se lassait pas de parler à ses enfants de liberté. Était-ce à

cause de l'atmosphère raréfiée dans laquelle ils vivaient en Espagne après tant d'années de gouvernement autoritaire ? Pourtant il ne se limitait pas à l'horizon et à l'actualité d'un pays. Cela s'enracinait dans son projet de fondation et le faisait revenir sans cesse sur le sujet :

Je ne me lasserai pas de répéter, mes enfants, écrivait-il en 1954, qu'un des traits les plus évidents de l'Opus Dei est son amour de la liberté et de la compréhension : au plan humain, je veux vous laisser en héritage l'amour de la liberté et la bonne humeur⁴.

Il portait haut le drapeau de la liberté et aimait à se dire *le dernier romantique*, en expliquant qu'il était épris de liberté. Il soupirait après elle parce que sans elle, l'amour ne peut s'exprimer. Il remerciait Dieu, de tout cœur, de l'avoir laissé courir *la grande aventure de la liberté*⁵. Il

enseignait cette liberté à ses enfants dès qu'ils rejoignaient l'Œuvre.

Sa vie fut un combat continual pour la liberté de l'esprit, car seule cette liberté personnelle rend l'homme *capable de mériter ou d'offenser, de pardonner ou de garder du ressentiment, de haïr ou d'aimer*⁶. Ce *don précieux de la liberté* était par ailleurs si nécessaire que, là où elle n'existe pas, l'apostolat de l'Opus Dei s'étiolait. En effet, *la liberté et la responsabilité qui s'ensuit sont comme le sceau de l'activité des laïcs, y compris dans l'apostolat*⁷.

La liberté, comme caractéristique essentielle de l'esprit de l'Opus Dei, était implicite, depuis 1928, dans ce qui serait la forme de vie et l'apostolat de ses membres.

C'est une erreur fréquente, même parmi des catholiques qui semblent responsables et pieux, de penser qu'ils ne sont tenus qu'à remplir leurs

devoirs familiaux et religieux, et c'est à peine s'ils veulent bien entendre parler de leurs devoirs civiques. Ce n'est pas là de l'égoïsme : c'est tout simplement un manque de formation⁸.

D'autre part, puisque c'était là un devoir qui incombaît à tout citoyen, le fondateur défendait énergiquement le droit des catholiques à intervenir activement dans la vie publique. Quant à ceux qui se consacraient spécifiquement aux activités d'un parti politique, ou assumaient des fonctions dans une administration ou un gouvernement, il les avertissait fermement que c'était à titre personnel qu'ils le faisaient. C'était un principe qu'il avait établi dès le début. Don Josémaria avait consigné par écrit qu'en politique tout membre de l'Opus Dei était libre personnellement et, par conséquent, seul responsable de son action : *Jamais les directeurs de l'Œuvre ne*

peuvent imposer leur façon de voir en matière politique ou professionnelle — en un mot, temporelle — à leurs frères⁹. Et il insistait avec énergie sur ce point.

À ceux qui avaient choisi comme vocation professionnelle de s'engager en politique, il adressait ces paroles :

Comme tous les autres membres de l’Œuvre, quand ils agissent dans leurs activités temporelles, dans ce domaine [politique], vous ne faites pas valoir votre condition de catholiques ou de membres de l’Opus Dei, et vous évitez de vous servir de l’Église ou de l’Œuvre : parce que vous savez que vous ne pouvez mêler ni l’Église de Dieu, ni l’Œuvre, à des choses contingentes [...].

Vous qui vous découvrez une vocation pour la politique, travaillez sans crainte et considérez que, si vous ne le faites pas, vous pécheriez

par omission. Travaillez avec tout le sérieux professionnel nécessaire, en tenant compte des exigences techniques de votre activité : en pensant au service chrétien rendu à tous les gens de votre pays, et en pensant à la concorde de toutes les nations¹⁰.

L'Opus Dei restait donc en marge de la politique : Liberté, mes enfants. N'attendez jamais que l'Œuvre vous donne des consignes temporelles¹¹.

* * *

Que la liberté de choix et le droit d'agir en politique doivent être reconnus à tout citoyen est loin d'être toujours admis. En tout cas ce ne le fut pas dans l'Espagne de Franco. Le régime avait son origine dans une guerre civile, ce qui explique le caractère autoritaire et personnel de son organisation. Quand, en 1957, Franco dut procéder au remaniement de son

gouvernement¹², il modifia la représentation des forces politiques au sein du Mouvement National. Y coexistaient désormais phalangistes, traditionalistes carlistes, démocrates chrétiens franquistes, monarchistes dynastiques (partisans de don Juan de Bourbon, père de l'actuel roi Juan Carlos). De plus, comme cela s'était produit dès son premier gouvernement, il introduisit d'autres personnalités qui, appartenant aux grands corps de l'administration de l'État, lui inspiraient confiance en raison de leurs connaissances professionnelles¹³. Des réformes sociales, politiques, administratives et économiques lui semblaient, en effet, nécessaires. Toutefois le nouveau cabinet adhérait aux idées de base d'unité nationale, qui étaient celles du régime, et qui interdisaient le pluralisme politique et social¹⁴.

Un des premiers objectifs fut de faire entrer l'économie espagnole dans le

cadre du monde occidental. Les consultations menées auprès du Fonds Monétaire International et de l'OCDE montrèrent la nécessité d'un plan de stabilisation et de mesures de libéralisation propres à l'économie de marché. Une opération qui fut menée par le ministre des Finances, Mariano Navarro Rubio, et par celui du Commerce, Alberto Ullastres, avec le consensus de la plupart des agents économiques. Le plan de stabilisation fut approuvé en juillet 1959. Deux ans après, on commençait à procéder aux études qui conduisirent aux plans de développement, à l'origine de l'expansion économique.

La présence, dans le gouvernement espagnol, de ces deux membres de l'Opus Dei (Navarro Rubio et Ullastres), suscita divers commentaires dans les milieux politiques et autres. Certains, qui étaient dans la mouvance du

Mouvement National, les qualifièrent péjorativement de technocrates¹⁵.

Une façon pour eux de les disqualifier politiquement, en désignant, en langage codé, leur appartenance à l'Opus Dei. Or, s'ils devinrent ministres, ce fut par la volonté de Franco, qui assumait tous les pouvoirs et, bien entendu, par la libre acceptation de leur nomination. Cela dit, si leur appartenance à l'Opus Dei ne conditionna pas leur décision sous l'angle politique, elle devait néanmoins se refléter, évidemment, dans la rigueur professionnelle et l'exigence morale avec lesquelles ils exercèrent leur charge. Comme les autres membres du gouvernement, catholiques eux aussi¹⁶, ils essayaient de prendre leurs décisions, en matière politique et sociale, en accord avec leur conscience, convaincus que leur action devait refléter la foi qu'ils professaien¹⁷.

Des témoins rapportent, qu'apprenant la nomination d'Alberto Ullastres comme ministre, un cardinal crut bon de présenter ses félicitations au fondateur, mais que celui-ci y coupa court : *Cela ne me regarde pas ; peu mimporte ; cela m'est égal qu'il soit ministre ou balayeur, la seule chose qui m'intéresse, c'est qu'il se sanctifie dans son travail*¹⁸.

Le succès du plan de stabilisation rendit possible l'installation de plans de développement¹⁹. En même temps, au long de l'année 1962, des rumeurs de changements dans le gouvernement circulèrent. Il fallait, en effet, répondre aux défis d'une société civile de plus en plus consciente de ses droits politiques et sociaux²⁰. Pendant cette crise²¹, le fondateur se rendit compte que certains secteurs de la vie publique espagnole considéraient l'Œuvre comme un groupe politique. Il fit

alors publier par le Secrétariat général un communiqué, rappelant, entre autres, que « les membres de l'Opus Dei sont absolument libres dans leur façon de penser et leur action politique, comme tout autre citoyen catholique. Au sein de l'Association il y a place, et de fait c'est le cas, pour des personnes dont les idées politiques sont différentes et même opposées, sans que l'Opus Dei ait absolument rien à voir avec les mérites ou les défauts de la façon d'agir personnelle de ses membres. Qu'il soit donc clair que l'Opus Dei n'est lié à aucune personne, à aucun régime, à aucune idée politique²²».

Le fondateur recevait de nombreuses visites, aussi bien d'autorités civiles que d'autorités ecclésiastiques... Toutes avaient des questions à lui poser. Pourquoi l'Opus Dei n'assumait-il pas une position politique définie, pour qu'on sût à quoi s'en tenir ? Pourquoi ne

donnait-il pas à ses membres des consignes ou des orientations en ce domaine ? Et lui de répéter :

L'action politique, avec l'intensité qu'ils le jugent opportune, les membres de l'Opus Dei la mènent en toute liberté et, par conséquent, sous leur responsabilité personnelle, selon ce que leur dicte leur conscience de citoyen chrétien, sans tolérer qu'on implique qui que ce soit dans les décisions que chacun, légitimement, a cru bon de prendre²³.

On le pressait de différents côtés d'obliger les membres de l'Opus Dei à se retirer du gouvernement. Ce à quoi il répliquait qu'il n'était pas en son pouvoir de restreindre ou de forcer la liberté d'un de ses enfants. Quant à se prononcer avec autorité sur un régime politique d'un point de vue doctrinal, cela n'était pas de son ressort, mais bien de celui du saint-siège ou des évêques du pays

concerné²⁴. Ordonner à ses fils de se retirer de ce gouvernement, comme d'ailleurs de tout autre qui ne serait pas rejeté par l'autorité ecclésiastique, aurait été trahir l'esprit de l'Opus Dei.

Pendant les années soixante, alors qu'une violente campagne se déchaînait dans divers pays contre l'Œuvre, un des directeurs de la commission régionale d'Espagne se souvient de l'avoir entendu prononcer cette phrase, apparemment banale, mais dont on peut supposer qu'elle celait d'innombrables contrariétés : *Mon fils, j'aurais beaucoup de problèmes en moins si tes frères n'étaient pas ministres, mais si j'insinuais cela je ne respecterais pas leur liberté et je détruirais l'Œuvre*²⁵.

Mais son éloignement d'Espagne et son silence à Rome ne suffirent pas à apaiser le climat, dans certains

milieux. Peu lui importait qu'on le traitât injustement ou qu'on le calomniât, comme le faisaient quelques journaux. Il restait en paix. Mais quand les attaques contre l'Œuvre atteignirent l'Église il changea de tactique, pour la défendre, et cessa de supporter les injures sans mot dire. Ce fut au début de 1964, lorsque se déchaîna, en Hollande, une très violente campagne contre l'Opus Dei, avec des répercussions internationales. Le motif ? La princesse Irène, une des filles de la reine de Hollande, s'était convertie au catholicisme ; un prêtre de l'Opus Dei avait été l'instrument de Dieu dans cette conversion.

Pour rasséréner ses enfants de Hollande, le Père leur redonnait le programme qui lui avait si bien réussi dans la vie :

Quand le Seigneur permet que se défoulement, avec tant de calomnies, ces

*groupes de fanatiques, c'est le signe que vous et moi nous devons savoir nous taire, prier, travailler, sourire... et espérer. N'attachez pas d'importance à ces stupidités : aimez pour de bon toutes ces âmes. Caritas mea cum omnibus vobis in Christo Iesu !*²⁶ La lettre qu'il envoya, le 27 mars 1964, à monseigneur Jan Van Dodewaard, évêque de Harlem, pour lui souhaiter une bonne fête de Pâques, donne une idée de la gravité et de la vilenie de cette campagne :

De cette Nation que j'aime, continuent à me parvenir des publications qui nous accablent d'injures, de fausses interprétations et de calomnies, si monstrueuses que, bien que je soit presque devenu un prêtre âgé, il m'eût été impossible de les imaginer, même de loin. Mais que cela ne vous soucie pas, Excellence, parce que j'en aime davantage encore la Hollande et tous les Hollandais²⁷.

Vous devez toujours être sur le qui-vive : vigilate et orate ! toujours sereins, avec la joie, la paix et le courage de celui qui n'a rien à se reprocher. Nous ne pouvons pas nous taire, parce que notre Mère — bien que les années passent — est et restera comme un enfant mineur : et elle a besoin que ses enfants la défendent veritatem facientes in caritate : moi-même, j'ai écrit au saint-père trois fois, et une quatrième aujourd'hui, parce qu'il nous faut nous débarrasser de cette boue qui nous inonde. Je dois dire que le pape a beaucoup d'affection pour nous, et nous en donne des preuves²⁸.

Et une semaine plus tard, il leur répétait :

Maintenant il faut que vous gardiez en mémoire le conseil évangélique : vigilate et orate ! Nous ne pouvons tolérer davantage la calomnie, non

plus que les insinuations venimeuses : et, si l'on prend cent cas, cent ont leur origine en mon Espagne tant aimée. En voilà assez !²⁹

Il s'était engagé à ne pas se taire quand l'Église ou l'Œuvre étaient en cause. Les éclaboussures de certaines campagnes de presse, françaises et espagnoles, parvenaient jusqu'à Rome ; celles-ci dénaturaient ce qui était le caractère essentiellement spirituel de l'Opus Dei et niaient sa dimension universelle³⁰.

Aussi prit-il la plume à maintes reprises pour exposer au pape la réalité objective des faits, montrer la fausseté des accusations et indiquer d'où elles venaient. Sans lui ôter sa paix intérieure, tout ceci n'était pas sans l'affecter quelque peu, car il y voyait un ramassis de fadaises et de mesquineries :

J'ai été peiné de lire ces attaques obscènes, anonymes, venues

d'Espagne. Il est inévitable que le démon ne soit pas content : quand cela va bien pour les agneaux, cela ne va pas bien pour les loups. J'ai brûlé ce bout de papier. Soyez tranquilles, car ce que vous faites, ainsi que vos frères —l'Opus Dei— parvient jusqu'au ciel en agréable odeur³¹.

Comment faire face aux médisances propagées par les ennemis de Dieu et de son Église ? Selon le fondateur, en accordant des entrevues aux correspondants de divers journaux de différents pays. C'est à celui du Figaro qu'il accorda la première, qui parut en mai 1966 . Le procédé était simple : il s'agissait de dire clairement la vérité, en répétant inlassablement que, dans l'Opus, Dei tous gardent leur liberté personnelle dans leur action, sans que la diversité de la façon d'agir ou de penser soit un problème pour l'Œuvre, parce que *la diversité d'opinions et de comportements [qui]*

existe et existera toujours chez les membres de l'Opus Dei représente au contraire, une manifestation de bon esprit, de vie honnête, de respect des opinions légitimes de chacun³³.

Le fondateur était vraiment, comme il le disait lui-même, un « romantique », qui combattait pour la liberté sans se mêler de politique³⁴, car si la politique est l'art de gouverner selon diverses options, c'est aussi l'accès au pouvoir. Pour lui, le respect de la liberté humaine était la meilleure garantie de la cohésion interne de l'Œuvre, tandis qu'ambitionner le pouvoir aurait mené directement à sa désintégration. La condition de l'homme est telle qu'il est perpétuellement exposé à la tentation d'imposer sa propre volonté à ses concitoyens. Ce sont ces raisons, ajoutées à d'autres d'ordre surnaturel, qui faisaient dire à monseigneur Escrivá qu'un *Opus Dei* se mêlant de politique est un mythe,

qui n'a jamais existé, qui n'existe pas et qui ne pourra jamais exister : dans le cas invraisemblable où cela se produirait, l'Œuvre se désintégrerait immédiatement³⁵.

Notes

1. Lettre à Florencio Sánchez Bella, in EF-640229-2.
2. Voir Vicente Mortes Alfonso, *Sum* 7234.
3. Lettre à ses enfants d'Espagne, in EF-651002-1. Sur cette « sainte » tolérance et cette compréhension un des témoins rapporte une curieuse anecdote, dans le procès sur la vie et l'œuvre du fondateur de l'Opus Dei : « Un jour, quelqu'un vint le voir et lui dit : — Père, je suis juif. Mgr Escrivá lui répondit : — Et alors ? — En outre, je suis franc-maçon. — Mais tu es aussi enfant de Dieu. N'est-ce pas ? Et il lui donna une

accolade amicale » (Fernando Valenciano Polack, *Sum* 7097).

Devant les critiques calomnieuses contre l’Opus Dei, d’origine marxiste, le fondateur faisait la remarque suivante : Il est logique que les communistes disent du mal de l’Opus Dei, mais il n’est pas logique, et il ne le sera jamais, que les membres de l’Opus Dei disent du mal des communistes ; du communisme nous ne pouvons faire autrement que de dire la vérité : que c’est une accumulation d’hérésies et qu’il réduit l’homme à la pure matière, sans tenir compte des droits les plus élémentaires de la personne humaine (Javier Echevarría, *Sum* 2264).

4. Lettre du 31 mai 1954, n° 22.

5 Lettre du 8 décembre 1949, n° 61.

6 Lettre du 30 avril 1946, n° 1.

7. Lettre du 12 décembre 1952, n° 37.

8. Lettre du 9 janvier 1932, n° 46. Le fondateur voulait que, dans les catéchismes pour les enfants, on exposât déjà les principes qui doivent régir la vie civique de tout chrétien, sur lesquels on ne peut céder en agissant d'une façon ou d'une autre dans la vie publique ; et que l'on affirmât, en même temps, le devoir d'agir, de ne pas s'abstenir, d'offrir sa collaboration pour servir le bien commun loyalement, et en gardant sa liberté personnelle (ibidem, n° 45).

En réponse à ceux qui prétendent enfermer la religion dans la sphère privée, au fond des consciences, on lit dans Sillon, n° 301 : Il n'est pas vrai qu'il y ait opposition entre le fait d'être bon catholique et celui de servir fidèlement la société civile. Tout comme il n'y a pas de raison pour que l'Église et l'État entrent en

conflit, dans l'exercice légitime de leur autorité respective, en vue de la mission que Dieu leur a confiée.

Ils mentent (c'est bien cela, ils mentent !) ceux qui affirment le contraire. Ce sont les mêmes qui, au nom d'une fausse liberté, voudraient « gentiment » que les catholiques retournent aux catacombes.

172 Ibidem, n° 36. Le rôle politique d'un membre de l'Opus Dei, Rafael Calvo Serer, dans l'action des monarchistes partisans de don Juan de Bourbon, le conduisit à écrire, en 1953, dans la revue française *Écrits de Paris*, un article où il critiquait sévèrement l'action du gouvernement espagnol de 1951, à partir des principes mêmes du régime franquiste. Il fut aussitôt destitué de ses charges au sein du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique. Le fondateur défendit toujours la liberté politique de ce fils,

comme celle de tous les autres membres de l'Œuvre ; mais quand il apprit qu'on l'avait insulté, en disant de lui que c'était « quelqu'un qui n'avait pas de famille », il voulut tout de suite prendre sa défense. Il se rendit à Madrid et demanda immédiatement à être reçu par Franco, pour lui faire savoir clairement qu'il n'était pas disposé à tolérer qu'on dise d'un de ses fils qu'il n'avait pas de famille, parce qu'il en avait une : une famille surnaturelle, l'Œuvre ; et un père, lui-même (voir Álvaro del Portillo, *Sum* 650, et Álvaro del Portillo, *Entretiens sur le fondateur de l'Opus Dei*, Paris, 1973, op. cit., p. 37-38 ; et Javier Echevarría, *Sum* 2245).

9. Lettre du 9 janvier 1932, n° 50.

10. Lettre du 9 janvier 1959, n° 51.

11. Ibidem, n° 36. Le rôle politique d'un membre de l'Opus Dei, Rafael Calvo Serer, dans l'action des

monarchistes partisans de don Juan de Bourbon, le conduisit à écrire, en 1953, dans la revue française *Écrits de Paris*, un article où il critiquait sévèrement l'action du gouvernement espagnol de 1951, à partir des principes mêmes du régime franquiste. Il fut aussitôt destitué de ses charges au sein du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique. Le fondateur défendit toujours la liberté politique de ce fils, comme celle de tous les autres membres de l'Œuvre ; mais quand il apprit qu'on l'avait insulté, en disant de lui que c'était « quelqu'un qui n'avait pas de famille », il voulut tout de suite prendre sa défense. Il se rendit à Madrid et demanda immédiatement à être reçu par Franco, pour lui faire savoir clairement qu'il n'était pas disposé à tolérer qu'on dise d'un de ses fils qu'il n'avait pas de famille, parce qu'il en avait une : une famille surnaturelle, l'Œuvre ; et un père, lui-

même (voir Álvaro del Portillo, *Sum* 650, et Álvaro del Portillo, *Entretiens sur le fondateur de l'Opus Dei*, Paris, 1973, op. cit., p. 37-38 ; et Javier Echevarría, *Sum* 2245).

12. Les changements importants de gouvernement, antérieurs à cette date, eurent lieu en septembre 1942, juillet 1945 et juillet 1951.

13. Le gouvernement de 1957 était le suivant : Sous-secrétaire de la Présidence : Luis Carrero Blanco, militaire, pleinement identifié au régime de Franco ; Affaires Étrangères : Fernando María de Castiella y Maíz, démocrate chrétien franquiste ; Intérieur : Camilo Alonso Vega, militaire, franquiste et monarchiste ; Justice : Antonio Iturmendi Bañales, traditionaliste carliste ; Armées : Antonio Barroso y Sánchez-Guerra, militaire et monarchiste ; Air : José Rodríguez y Díaz de Lecea, militaire ; Marine :

Felipe José Abárzuza Oliva, militaire ; Finances : Mariano Navarro Rubio, avocat au Conseil d'État ; Industrie : Joaquín Planell Riera, militaire et ingénieur ; Commerce : Alberto Ullastres Calvo, professeur d'Économie ; Travaux publics : Jorge Vigón Suerodíaz, militaire et monarchiste dynastique ; Agriculture : Cirilo Cánovas García, ingénieur agronome ; Travail : Fermín Sanz-Orrio y Sanz, phalangiste ; Logement : José Luis Arrese y Magra, phalangiste ; Éducation : Jesús Rubio García-Mina, phalangiste ; Information et Tourisme : Gabriel Arias-Salgado y de Cubas, franquiste ; Secrétaire général du Mouvement : José Solís Ruiz, phalangiste ; sans portefeuille : Pedro Gual Villalbí, économiste.

14. Voir la Déclaration correspondant au programme du nouveau gouvernement, du 27 février 1957, in

A.B.C., Ya, Arriba, etc., du 28 février 1957.

15. Alberto Ullastres s'exprima à ce sujet quelques années plus tard : « Nous étions des serviteurs de l'État et, d'une certaine façon, ils avaient raison de nous qualifier ainsi. On avait fait appel à nous, parce que les politiques n'entendaient rien à l'économie, qui était alors pratiquement une science neuve en Espagne, et c'est pourquoi on nous fit venir, nous, les techniciens en la matière ; en particulier moi-même qui me considérait, et me considère comme un technicien. Cela ne plut pas beaucoup à certains hommes politiques » (cité par Laureano López Rodó, *Memorias*, tome I, Madrid, 1990, p. 91, et par Bartolomé Bennassar, in *Franco*, Paris, p. 204, qui ajoute un autre propos d'Ullastres : « J'ai provoqué une sorte de scandale parce que dans les cérémonies publiques je n'ai jamais

mis la chemise bleue [des Phalangistes] ni l'uniforme de ministre qui était alors usuel »).

16. Quelques ministres étaient membres d'associations de fidèles, et bien sûr ils ne représentaient pas ces associations au gouvernement.

17. Il convient de rappeler que la hiérarchie de l'Église en Espagne ne s'est jamais prononcée contre la participation des catholiques dans les institutions politiques du régime de Franco.

18. Julián Herranz Casado, *Sum. 3905.*

19. Le Commissariat au Plan de développement fut créé le 26 janvier 1962, sur la suggestion, entre autres, de la Banque Mondiale et de l'O.C.D.E. Laureano López Rodó fut nommé Commissaire au Plan de développement. Le Commissariat dépendait institutionnellement de la

Présidence du gouvernement, malgré l'opposition de Navarro Rubio, qui désirait la voir dépendre du ministère des Finances. N'obtenant pas ce qu'il voulait, Navarro Rubio présenta sa démission, qui ne fut pas acceptée sur le moment, par Franco. Voir le témoignage de Mariano Navarro Rubio in *Franco visto por sus ministros*, Enrique Baón éditeur, Barcelone, 1981, p. 90. Il est intéressant de noter cette divergence entre deux membres de l'Opus Dei, car elle confirme dans les faits ce qui vient d'être dit sur leur totale autonomie par rapport à l'institution, et leur absence de solidarité à ce simple titre.

20. Pour se faire une idée de l'évolution de la société espagnole et des problèmes qu'elle posait, il convient de rappeler quelques événements significatifs qui se produisirent au cours de l'année 1962 : graves problèmes avec les

syndicats et le monde du travail, particulièrement aigus en Biscaye, dans les Asturies et à Barcelone ; état de crise dans le syndicat universitaire unique ; première rencontre entre l'opposition intérieure et extérieure au régime, à l'occasion du Congrès du Mouvement Européen à Munich, au mois de juin ; demande d'entrée dans le Marché Commun du gouvernement espagnol ; désaccord de plus en plus marqué de la part des organisations ouvrières catholiques... En outre, en mai, mariage contracté par le Prince Juan Carlos de Bourbon, ce qui consolida le choix fait par le chef de l'État en faveur du Prince et, dans le monde catholique, ouverture du Concile Vatican II, qui devait avoir beaucoup de répercussions sur l'Église d'Espagne.

21. Certains historiens considèrent que l'une des innovations les plus significatives du gouvernement de

1962 fut l'entrée de Manuel Fraga Iribarne comme ministre de l'Information et du Tourisme. Fraga s'était proposé comme objectif de promulguer une Loi sur la Presse garantissant une plus grande liberté d'information. Parmi les nouveaux ministres se trouvait Gregorio López Bravo, ingénieur du génie maritime, qui depuis 1960, exerçait la charge de Directeur général de l'Institut Espagnol de Monnaie Étrangère. López Bravo était membre surnuméraire de l'Opus Dei.

22. Communiqué du Secrétariat général de l'Opus Dei, Rome, 17 juin 1962. Pour mieux comprendre les raisons de ces jugements erronés sur l'Œuvre, il faut considérer que, du fait de l'absence de liberté d'association politique et de vecteurs d'expression du pluralisme dans l'Espagne d'alors, toute manifestation religieuse, culturelle ou sociale, même si elle était intrinsèquement

étrangère au combat politique, pouvait prendre cette connotation. D'autre part, ceux qui portaient ces jugements ne tenaient pas compte du fait que l'Opus Dei a par nature une vocation universelle (et cela commençait alors à se constater). C'est pourquoi, sans doute, leur raisonnement consistait à appliquer des catégories universelles à des circonstances contingentes et conjoncturelles d'un pays donné, en l'occurrence l'Espagne.

23. *Lettre* du 7 octobre 1950, n° 36.

Vicente Mortes Alfonso était membre surnuméraire de l'Opus Dei. Dès avril 1957, il exerça de hautes fonctions politiques et, d'octobre 1969 à juin 1973, il fut ministre du Logement. Voici son témoignage au procès de béatification de Josémaria Escrivá : « À plusieurs reprises, je lui ai fait part de ma peine devant l'incompréhension et même les calomnies lancées par certaines

personnes ou certains groupes en Espagne contre l'Opus Dei, à propos de la politique. Il me répondit toujours qu'il fallait pratiquer la charité, étouffer le mal sous l'abondance du bien, payer d'un bienfait les propos malfaisants et comprendre qu'on ne nous comprenne pas. Cependant, il m'indiquait que j'avais le devoir, pour la réputation de l'Église et de l'Œuvre, de manifester la vérité avec toute la force nécessaire, en signalant les erreurs, tout en prenant soin de n'offenser personne. Et cela toujours sur un ton aimable et sans agressivité. Il me recommandait toujours d'écouter les autres, de les laisser exprimer leurs opinions en toute liberté et, quand il s'agissait d'exposer les miennes, de partir de l'idée qu'il n'y a pas d'autres dogmes que ceux définis par l'Église et que, par conséquent, presque tout peut être discuté en politique » (*Sum. 7234*).

24. Voir Javier Echevarría, *Sum* 2247.

Sur le refus du fondateur de prendre position sur le régime, voir supra.

187 César Ortiz-Echagüe Rubio, *Sum* 6845. Voir, aussi, Entrevues avec Jacques Guillemé-Brûlon, du 16 mai 1966, et avec Tad Szulc, du 7 octobre 1966, in *Entretiens avec Monseigneur Escriva*, nos 38, 48.

25. César Ortiz-Echagüe Rubio, *Sum* 6845. Voir, aussi, Entrevues avec Jacques Guillemé-Brûlon, du 16 mai 1966, et avec Tad Szulc, du 7 octobre 1966, in *Entretiens avec Monseigneur Escriva*, nos 38, 48.

26. *Lettre à ses enfants de Hollande*, in EF-640320-2. Avec une sérénité toute surnaturelle, il leur écrivait deux mois plus tard: *Chers enfants : que Jésus vous garde tous toujours in laetitia ! J'espère — je sais — que nous aurons beaucoup de très bonnes choses dans ce merveilleux pays des*

tulipes. Mangez, dormez, distrayez-vous de tout, parce qu'il n'y a pas de raison d'agir autrement (*Lettre*, in EF-640519-1).

27. *Lettre*, in EF-640327-1.

28. *Lettre à ses enfants d'Espagne*, in EF-651002-1

29. Lettre à Florencio Sánchez Bella, in EF-651009-2. À propos de l'origine des erreurs sur l'Opus Dei, le fondateur disait en 1971 : *C'est en Espagne et rien qu'en Espagne qu'il faut en chercher l'origine, en raison de la jalousie religieuse de certains, de la passion politique de quelques-uns — de très peu — et de la superficialité de ceux qui répètent ce qu'ils entendent, parce que cela les amuse* (A.B.C., Madrid, 24 mars 1971 : entrevue avec le correspondant Julián Cortés Cavanillas).

30. Sur les fausses nouvelles diffusées par le journal Le Monde,

voir Lettres à mgr Angelo Dell'Acqua, in EF-641112-1, EF-650919-1, EF-650921-1 ; et par le journal *La Croix* : articles du 26 avril 1966 et des jours suivants : voir Lettre, in EF-660511-1, ainsi que la campagne organisée par *Le Nouvel Observateur* et *Le Canard Enchaîné* (voir Lettre, in EF-660611-1).

31. Lettre à Richard Stork, conseiller de l'Opus Dei au Royaume-Uni, in EF-661121-3.

32. Jacques Guillemé-Brûlon, correspondant du *Figaro*, qui fut un des premiers spécialistes de l'Espagne de cette époque, publia l'entrevue dans l'édition du 16 mai 1966. Celle-ci et d'autres portant sur des sujets 34-47). d'actualité, en 1967 et 1968 (courants et mouvements post-conciliaires, organisations religieuses, apostolats de l'Opus Dei, etc.), furent réunies dans un livre édité sous le titre, déjà cité,

d'*Entretiens avec Monseigneur Escriva*. L'article du *Figaro* y apparaît sous le titre : « L'apostolat de l'Opus Dei dans les cinq continents » (voir nos 34 et suivants).

33. *Entretiens avec Monseigneur Escriva*, n° 38.

34. Voir Lettre à don Juan de Borbón y Battenberg, in EF-661121-1.

35. A.B.C. (Madrid), 24 mars 1966.

pdf | document généré automatiquement depuis <https://opusdei.org/fr/article/la-liberte-la-politique-et-lopus-dei/> (17/02/2026)